



Sa Majesté la Reine Elizabeth II, chef du Commonwealth, en compagnie de représentants à la réunion de Coolum (de gauche à droite) : John Howard, premier ministre de l'Australie; Don McKinnon, secrétaire général du Commonwealth; Tony Blair, premier ministre du Royaume-Uni; Thabo Mbeki, président de l'Afrique du Sud; Bethuel Pakalitha Mosisili, premier ministre du Lesotho; Mswati III, roi du Swaziland; Tuilaepa Saiale Malielegaoi, premier ministre du Samoa; et Yoweri Museveni, président de l'Ouganda

pour la rendre plus efficace. À cet égard, ils ont approuvé le rapport du Groupe d'examen de haut niveau, qui énumérait brièvement les valeurs et les acquis du Commonwealth et formulait une série de recommandations pour l'orientation de ses programmes au cours de la prochaine décennie. À leur avis, le Commonwealth doit se concentrer sur les domaines où il jouit d'un avantage relatif, comme les programmes en faveur des jeunes, la réduction du fossé numérique et les enjeux de la mondialisation.

Compte tenu des événements du 11 septembre dernier, le renforcement de la coopération entre les pays du Commonwealth pour la lutte contre le terrorisme a également occupé une place importante à Coolum, et un plan d'action a été adopté à cet égard. Ce plan prévoit notamment des lois modèles de nature à aider les pays à mettre en oeuvre les traités contre le terrorisme; le renforcement de l'entraide juridique et des accords d'extradition; et une aide à l'application des traités de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les dirigeants ont aussi reconnu l'effet

ralentisseur de ces événements sur l'économie mondiale et souligné la nécessité d'aider les pays en développement vulnérables à faire face aux nouvelles conditions extérieures plus difficiles.

Les dirigeants ont résolu de collaborer étroitement pour favoriser la libéralisation des échanges et l'accès aux marchés, condition essentielle pour sortir les pays en développement de la pauvreté. Ils ont reconnu l'importance d'une croissance durable et équitable et ont incité les gouvernements à participer à la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement (du 18 au 22 mars à Monterrey, au Mexique) et au Sommet mondial sur le développement durable (du 26 août au 4 septembre à Johannesburg, en Afrique du Sud).

Le Commonwealth reconnaît les vulnérabilités des petits États et, à Coolum, les dirigeants ont entériné à leur sujet un nouveau programme de travail du Commonwealth. Les principaux objectifs de ce programme sont de faire en sorte que les petits États puissent s'intégrer avec profit à l'économie mondiale, d'atténuer

les conséquences qu'entraînent pour eux les événements du 11 septembre, et de parer à l'incidence du changement climatique et des catastrophes naturelles.

La Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth a donné au premier ministre Jean Chrétien une excellente occasion d'aborder avec ses collègues des dossiers importants pour le Canada, y compris ses plans pour le Sommet du G8 à Kananaskis, en Alberta, et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Le premier ministre n'a pas manqué non plus de souligner l'importance, pour les pays qui ne l'ont pas encore fait, de signer et de ratifier la Convention sur les mines antipersonnel et le Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale.

M. Chrétien a réaffirmé son appui en faveur de l'action du Commonwealth et l'importance des réunions des chefs de gouvernement du Commonwealth. « Nous représentons des continents, des cultures, des histoires différentes, et c'est un forum tout à fait exceptionnel, parce que nous y avons accès à l'opinion de leaders politiques de tous les coins du monde. C'est un des grands privilèges du Canada. »

Pour en apprendre davantage sur le Canada et le Commonwealth et sur la réunion de Coolum, rendez-vous au www.dfait-maeci.gc.ca, puis cliquez sur « La politique étrangère » et consultez la section « Relations multilatérales ».